



Professionnels de l'orientation prenons la parole, mobilisons nous !

A l'occasion des Congrès internationaux de l'AIOSP de Manheim en 2012 et de Montpellier en 2013, des praticiens allemands, français et hollandais de l'Orientation ont convenu de constituer au sein de l'Association Internationale d'Orientation Scolaire et Professionnelle (AIOSP), un groupe de travail européen consacré aux pratiques d'orientation scolaire et professionnelle en Europe.

Des conseillers espagnols, chypriotes, belges, hollandais, finnois, anglais, allemands, suisses, ont dorénavant et déjà manifesté leur intérêt pour cette initiative. Ils ont exprimé leur volonté d'adresser aux autorités européennes le résultat de leurs travaux et d'être associés aux décisions prises en matière d'éducation et d'orientation scolaire et professionnelle.

Dans cette perspective, l'Association des Conseillers d'Orientation-Psychologues de France (ACOP-F) et la Deutscher Verband für Bildungs- und Berufsberatung (dvb) invitent les associations européennes et leurs adhérents impliqués dans le champ de l'orientation à se regrouper pour envisager une conception citoyenne et humaniste de l'orientation respectueuse des besoins de la personne et de son autonomie d'une part et soucieuse d'un développement sociétal fondé sur les idées de justice et de coopération, d'autre part.

Ce groupe de travail européen se fixe pour objectifs :

- De réfléchir à l'élaboration de pratiques d'orientation et de conseil à visée émancipatrice et éducative.
- De faire des propositions communes à partir d'une approche authentiquement humaniste de l'orientation.
- D'élaborer à partir de la réalité des praticiens et de leurs expériences, des propositions concernant leurs conditions d'exercice, leur formation, leur qualification et leur niveau de recrutement.

Pourquoi cet Appel ?

Les résolutions du Conseil de l'Union Européenne en matière d'Education, de Formation, et d'Orientation mettent en avant les principes de promotion de la citoyenneté, de bataille de l'emploi, de renforcement de la cohésion sociale, de meilleure accessibilité des services d'orientation auprès des citoyens. Force est de constater que l'affichage de ces principes légitimes est de plus en plus décalé par rapport à la réalité du

terrain.

Comment, en effet, ne pas être frappé par les contradictions qui existent entre un discours officiel toujours très positif et la réalité quotidienne des gens sur le terrain ?

Paradoxalement, alors que le Conseil européen souligne toute l'importance de l'orientation comme moyen d'assurer la promotion du citoyen, de maintenir la cohésion sociale... la situation de l'orientation et des systèmes éducatifs n'a jamais été aussi mauvaise.

Pour ce qui concerne la France, par exemple, le service public d'orientation de l'Education nationale est aujourd'hui gravement menacé. Depuis 2009, plus de 50 Centres d'Information et d'Orientation du Ministère de l'Education nationale ont été fermés ; dans les mois qui viennent, plusieurs dizaines d'autres services vont disparaître ; les conditions de travail des Conseillers d'Orientation-Psychologues se sont très sérieusement dégradées ainsi que la qualité du service.

Pour près de 6 Millions de jeunes scolarisés dans l'enseignement secondaire en France, pour 2,5 Millions d'étudiants, pour les milliers de jeunes décrocheurs et d'adultes qui viennent dans les Centres d'Informations et d'Orientation pour obtenir de l'aide, seulement 4000 Conseillers d'Orientation-Psychologues sont prévus pour assurer le travail d'accompagnement, de suivi et de conseil.

En Allemagne la situation n'est guère différente : on assiste aujourd'hui à deux tendances :

- Une tendance de plus en plus forte à instrumentaliser le conseil en vue de prescrire aux jeunes des parcours de formation en lien direct avec les besoins économiques de court termes et les emplois affichés comme étant en tension ou déficitaires .
- Une tendance bureaucratique à rendre le conseil obligatoire et donc à exiger des personnes en recherche de formation ou d'emploi qu'elles suivent des conseils qui dépendent exclusivement de l'état du marché du travail et des débouchés supposés à un moment donné de la conjoncture économique. Ces conceptions adéquationnistes et fonctionnelles, fondées sur du court terme ne correspondent pas à notre conception du conseil. Pire, elles sont le contraire même de ce qu'il faudrait faire pour aider les jeunes à trouver leur voie.

A cela s'ajoute en Allemagne un autre constat : celui d'un processus de déqualification des métiers de l'orientation initié par un Etat peu soucieux de mettre en place une politique ambitieuse de formation et de recrutement de haut niveau pour les professionnels de l'orientation, préférant laisser se développer un marché de l'orientation avec des professionnels peu ou pas qualifiés.

Au lieu de promouvoir une véritable politique d'orientation en faveur de la réussite de chacun, et de réfléchir à une politique de l'emploi cohérente, l'Etat se désengage de ses responsabilités, et laisse le champ libre aux régulations des parcours d'orientation opérées par le Marché.

C'est inacceptable.

Le chercheur maltais Ronald SULTANA a parfaitement bien analysé pourquoi on en était arrivé là.

Selon lui, le pouvoir financier des multinationales s'est considérablement accru ces dernières années au détriment d'un pouvoir politique mis de fait dans l'incapacité de pouvoir mettre en place des mesures d'accompagnement des personnes dans la construction de leur parcours.

Souvent et dans de nombreuses parties du monde, l'Etat s'est retiré de sa fonction sociale de protection des individus, augmentant ainsi leur sentiment d'insécurité et leur inquiétude vis à vis de l'avenir. Pire, les gouvernements exigent toujours plus de flexibilité, toujours plus d'adaptabilité et de compétitivité de la part des individus.

Ce qui est attendu d'une personne c'est qu'elle s'adapte aux nouvelles données économiques et agisse en conséquence pour son propre compte sans que l'Etat mette à sa disposition les aides et les accompagnements nécessaires à son épanouissement.

Nous pensons qu'une autre politique d'orientation est possible

une politique qui :

1. reconnaisse la diversité des pratiques de conseil et non pas leur standardisation technocratique
2. insiste sur les moyens de faire vivre au cœur des pratiques d'orientation le « vivre ensemble », la participation citoyenne, et l'épanouissement de la personne
3. définisse un haut niveau de qualification et de formation des praticiens qui garantisse aux bénéficiaires une qualité de la prise en charge

Nous considérons qu'avec l'éducation et la formation, l'orientation constitue un levier essentiel pour permettre aux individus de prendre en main leur propre vie et pour devenir les citoyens d'un monde solidaire.

Nous estimons que les pratiques d'orientation doivent contribuer à développer l'autonomie et les potentialités de chacun.

Dans cette perspective, nous appelons tous les praticiens de l'orientation, et leurs associations nationales à élaborer une plateforme de revendications et de propositions que nous adresserons aux décideurs et particulièrement aux instances européennes chargées de redéfinir l'orientation et l'éducation.

Il est temps que nous prenions la parole et que nous exprimions nos points de vue quant à ce qu'il serait nécessaire de faire pour bâtir ensemble des pratiques de conseil repensées à partir des concepts de lien social, de solidarité et de justice sociale.

Concrètement, nous avons l'intention de mettre en place un projet Erasmus qui permettrait d'organiser une première rencontre de praticiens européens de l'orientation aux fins de décider ensemble de l'édification d'une orientation « prévenante » et bienveillante.

Contacts :

Dominique HOCQUARD, Président de l'ACOP-F dominique.hocquard@acop-asso.org 06 83 29 38 37 ACOP-F : www.acop.asso.org
Heiner BLECKMANN membre de la dvb et de l'AIOSP heiner.bleckmann@wanadoo.fr 06 86 44 59 07 dvb : www.dvb-fachverband.de

